

Ernest Outrey, Député de Cochinchine, Délégué du Cambodge au Conseil Supérieur des Colonies, «L'Indochine, inépuisable réservoir de matières premières», *Le Monde illustré*, 16 décembre 1922, n° 3391, p. 523-524.

Toute notre politique coloniale actuelle étant conditionnée par la question des matières premières, il faut savoir quels sont les produits que nos possessions lointaines peuvent envoyer pour l'alimentation des usines de la Métropole. Quelles en peuvent être les quantités utilisables en France, et quel est le maximum de rendement qu'outre-mer on est en droit d'espérer ? Dans quelles mesures doit-on proportionner les diverses productions de nos différentes colonies de façon à éviter des efforts inutiles et des causes de crises économiques locales ? Comment et par quels moyens parviendra-t-on à surmonter la concurrence étrangère et à établir une étroite endosmose entre la production industrielle française et celle de nos terres lointaines, la première conditionnant en quelque sorte la seconde ? On voit donc que la réalisation d'une telle politique est complexe et qu'elle comporte l'établissement d'inventaires précis par produits et par colonies, l'étude des besoins du marché français, l'examen des conditions dans lesquelles les firmes métropolitaines achètent les matières premières à l'étranger, la mise sur pied d'organismes de renseignements coloniaux en France et non seulement à Paris, mais répartis dans toutes les grandes villes, la poursuite sur place de vastes programmes d'outillage économique et, enfin, l'élaboration d'un autre programme non moins important, celui qui vise «l'ajustement» des différentes productions de l'ensemble de notre plus Grande France. Ce vaste plan demande la collaboration de tous ceux qui veulent libérer la Métropole des lourdes conséquences des changes étrangers et qui ont conscience, comme ne cesse de le réclamer le Conseil supérieur de la Défense Nationale, qu'il y a une impérieuse nécessité pour la France à ce que, grâce aux multiples ressources de nos colonies, nous ne soyons pas, en cas de guerre, tributaires de l'extérieur tant pour alimenter nos troupes et notre population, que pour assurer à nos usines les matières premières nécessaires. Il n'est donc pas trop exagéré d'affirmer que toute notre politique coloniale présente gravité autour du

*Ernest Outrey, Député de Cochinchine, Délégué du Cambodge au Conseil Supérieur des Colonies,
«L'Indochine, inépuisable réservoir de matières premières»,
Le Monde illustré, 16 décembre 1922, n° 3391, p. 523-524.*

développement rationnel et coordonné de la mise en valeur des richesses quasi latentes du sol et du sous-sol de notre beau Domaine d'Outre-Mer.

Ces considérations générales exposées, je voudrais indiquer ici, d'une façon sommaire, quelle peut être la part de notre belle Indochine dans l'accomplissement de ce plan de politique coloniale de matières premières que je viens d'évoquer.

Il y a lieu tout d'abord de déterminer quels sont les principaux produits que l'Indochine est susceptible d'exporter.

Au premier rang doit être placé ce merveilleux produit alimentaire, le riz, qui sur mes instances incessantes et réitérées, vient d'être admis dans la planification.

En 1922, l'Indochine a exporté plus de 1 million 720.000 tonnes de riz (c'est le chiffre le plus élevé constaté jusqu'à ce jour), aussi cette colonie se classe le deuxième pays du monde comme producteur de riz. En effet comme l'indiquaient dernièrement les statistiques du remarquable palais d'Indochine à l'Exposition Coloniale de Marseille, pour la période décennale 1911-1920, la Birmanie accuse une exportation moyenne de 1.821.000 tonnes, l'Indochine 1 million 224.000 tonnes et le Siam 863.000 tonnes. Ce sont en effet ces pays qui sont les principaux exportateurs de riz. Or il est à remarquer que la Cochinchine qui est un grand producteur pourrait cultiver 3.500.000 hectares en riz, alors qu'elle n'en cultive que 1.800.000 hectares.

Si le riz représente pour l'Indochine un des plus puissants éléments de sa prospérité économique actuelle, le coton apparaît comme devant nous assurer aussi, lorsque nous aurons complanté les terres du Cambodge qui se prêtent à la culture de ce textile, un très important courant d'exportation.

L'apport de l'Indochine en coton est pour notre si vivante industrie textile du Nord et de l'Est, d'une importance capitale car, ainsi qu'on le sait, les pays producteurs étrangers, la Louisiane, par exemple, voient les industries textiles locales accaparer de plus en plus les récoltes du pays, aussi, comme de jour en jour, l'exportation sur l'étranger diminue, il est à craindre que dans un avenir proche, il ne se produise une

*Ernest Outrey, Député de Cochinchine, Délégué du Cambodge au Conseil Supérieur des Colonies,
«L'Indochine, inépuisable réservoir de matières premières»,
Le Monde illustré, 16 décembre 1922, n° 3391, p. 523-524.*

grande diminution dans les exportations américaines, ce qui aura pour résultat d'atteindre les pays qui tout en utilisant cette matière première, n'auront pas eu la prudence de se réserver des centres producteurs. Or nous avons la chance d'avoir au Cambodge un pays merveilleux pour la culture du coton. Pourquoi donc ne pas développer cette culture dans cette région ?

Un autre textile «indochinois» intéresse très directement l'industrie française, c'est la soie. Nos usines de Lyon et de Saint-Etienne sont tributaires du marché chinois pour les soies grèges, la production syrienne étant notoirement inférieure aux besoins de notre grande industrie de la soierie. Or, plus nous allons et plus le marché chinois se ferme devant nos acheteurs en raison de l'âpre concurrence des maisons américaines et japonaises et de la baisse du pouvoir d'achat du franc. La sériculture indochinoise va donc, par son développement, nous permettre de fournir à nos usines lyonnaises l'indispensable matière première.

Parmi les grands produits agricoles d'Indochine dont l'essor a une répercussion directe sur la vie économique métropolitaine, le caoutchouc de plantation, l'hévéa, tient une des premières places. Le machinisme moderne utilise des quantités considérables de caoutchouc, notamment l'industrie des transports. La production caoutchoutière de notre sylve africaine est en régression, l'industrie préfère en effet, au caoutchouc de traite, celui de plantation présenté généralement sous forme de crêpes et qui est de qualité infiniment supérieure. Des colons français, suivant l'exemple donné par les Britanniques et les Hollandais, ont, en Cochinchine créé de magnifiques plantations d'hévéas. Les surfaces actuellement complantées en hévéa dans cette colonie peuvent être évaluées à 27.000 hectares.

C'est là l'un des plus intéressants et des plus importants efforts qui aient été tentés, dans les affaires coloniales, par les capitaux privés français.

Cependant cet effort si intéressant, si plein d'avenir, est menacé d'une ruine totale, et ce, pour des causes absolument indépendantes de la volonté de nos planteurs.

*Ernest Outrey, Député de Cochinchine, Délégué du Cambodge au Conseil Supérieur des Colonies,
«L'Indochine, inépuisable réservoir de matières premières»,
Le Monde illustré, 16 décembre 1922, n° 3391, p. 523-524.*

La crise dont souffrent les caoutchoucs de l'Indochine a commencé pendant la guerre. Elle a été tout d'abord causée par le prix des transports maritimes. L'écart entre les prix payés, pour la tonne de transport jusqu'en Europe, par les caoutchoucs étrangers et par les caoutchoucs français a atteint, en défaveur de ceux-ci, plus de 1.000 francs, au moment de la grande cherté des frets. Comment des exploitations naissantes, obligées d'amortir leurs frais de premier établissement, pouvaient-elles, dans ces conditions, lutter contre les exploitations déjà anciennes de la Malaisie, bien stabilisées par l'expérience acquise, pourvues des réserves accumulées pendant la période des hauts cours ?

Une autre cause néfaste, et peut-être la plus grave de toutes, a été l'élévation du change local. La seule monnaie ayant cours légal en Indochine est la piastre, dont la valeur était avant la guerre de 2 fr. 50. Or la piastre qui n'a pas été stabilisée a subi, en hausse, par rapport au franc, des variations qui ont atteint jusqu'à 600%, passant successivement par des cours de 4 fr. 30, 4 fr. 50, 11 fr. 50 pour s'élever à 16 fr. 50 en avril 1920 et se maintenir encore actuellement aux environs de 7 francs. Par contre dans les colonies étrangères voisines où la «roupie» et le «strait-dollar» ont été stabilisés avant la guerre, les planteurs étrangers qui concurrencent les nôtres, payent leur main-d'œuvre avec une monnaie de valeur fixe par rapport à la livre anglaise.

Aussi, si l'on compare les plantations de la Malaisie et celles de la Cochinchine, où les salaires payés sont à peu près identiques quant au nombre de piastres à verser aux travailleurs, on constate que, par suite de la différence des deux monnaies dont l'une a une valeur constante et dont l'autre est variable, le prix de revient d'un même produit se trouve forcément plus élevé dans notre colonie que dans les Etats malais. On comprend de suite dans quelle infériorité se trouvent placés, par ce seul fait, nos planteurs d'Indochine.

L'établissement du droit de 2 francs par kilo que je réclame sur le caoutchouc étranger apparaît donc comme le seul remède effectif, durable et de conception économiquement juste pour protéger les planteurs français et les replacer dans une

*Ernest Outrey, Député de Cochinchine, Délégué du Cambodge au Conseil Supérieur des Colonies,
«L'Indochine, inépuisable réservoir de matières premières»,
Le Monde illustré, 16 décembre 1922, n° 3391, p. 523-524.*

situation égale à celle des colons étrangers, considérablement avantagés par les circonstances que je viens d'énumérer.

Il faut espérer que la France, qui par défaut de prévoyance a laissé les anglo-saxons s'emparer de la production pétrolifère du monde, ne commettra pas la faute plus grave encore, parce que facile à éviter, puisqu'elle possède une colonie où l'arbre à caoutchouc réussit et prospère, de laisser tomber la production et le marché du caoutchouc entre les mains des seuls Anglais et Hollandais !

L'Indochine pourrait aussi, si l'on voulait vraiment «pousser» et améliorer la culture du thé, nous libérer complètement de tout achat de thés à l'étranger. Pour ne pas entrer dans trop de détails au sujet de cette culture, nous signalerons que le théier est en Indochine dans son milieu d'élection, puisqu'il peut se cultiver aussi bien en Annam ou au Laos, qu'au Tonkin et en Cochinchine. Aussi peu à peu les thés indochinois apparaissent-ils sur notre marché. C'est ainsi qu'alors que pendant la période 1906-1910, l'exportation du thé ne dépassait pas 600 tonnes, en 1916-1921 elle a atteint 900 tonnes.

Quant à la culture du poivre, elle est très développée en Cochinchine et au Cambodge notamment dans les provinces d'Hatien et de Kampot qui produisent à elles seules tout le poivre nécessaire à notre consommation nationale.

L'Indochine enfin possède une source de richesse pour ainsi dire encore inexploitée : sa forêt. La sylve indochinoise couvre en effet d'immenses superficies qui sont évaluées à plus de trente millions d'hectares.

On rencontre en Cochinchine, au Tonkin, en Annam, et au Cambodge des bois durs d'excellentes qualités. Dans le Laos, il y a d'importants peuplements de bois de teck et les essences forestières les plus variées. Les seules espèces expédiées en Europe sont jusqu'à présent le teck, le lim et le chô, mais toutes ces essences n'y parviennent qu'en quantité infime. Le bambou, enfin, est à lui seul une véritable fortune et les peuplements y sont tellement denses qu'il y a dans l'est de la Cochinchine une région appelée : «La Mer de Bambous» qui débordent en Annam et au Cambodge.

*Ernest Outrey, Député de Cochinchine, Délégué du Cambodge au Conseil Supérieur des Colonies,
«L'Indochine, inépuisable réservoir de matières premières»,
Le Monde illustré, 16 décembre 1922, n° 3391, p. 523-524.*

Quant au sous-sol indochinois, il vaut, par sa richesse, le sol de notre colonie d'Extrême-Orient et l'Indochine est appelée à devenir un des plus riches pays miniers du monde. Là encore, nous n'avons fait «qu'effleurer» la mise en valeurs de ces richesses.

C'est le Tonkin qui est de toute évidence le grand centre minier indochinois. L'Annam et le Laos ont également un sous-sol riche et varié. Si l'exploitation des gîtes de charbon intéresse plus spécialement le développement industriel de l'Indochine, nous devons faire état dans les éléments qui entrent dans l'œuvre de collaboration entre l'effort industriel métropolitain et la production coloniale, des importantes mines de zinc des environs de Tuyen Quang, de Lang Hit, de Chodien, de Tanh Moi, et des mines d'étain et de tungstène de la région de Pia Ouac et des gisements d'antimoine de Vinh. Rappelons encore que les mines d'or de Bong Mieu en Annam ont donné lieu à une exploitation active et que l'on exploite actuellement un gisement au Tonkin, très riche, dit gisement aurifère de Pac Lang.

Dans cette courte énumération des produits indochinois qui sont de nature à approvisionner la métropole en matières premières indispensables, il n'a pu être fait mention d'un grand nombre de productions non moins intéressantes. Je n'ai voulu qu'indiquer à grands traits comment, dès maintenant, l'Indochine peut «étayer» la métropole dans l'œuvre de relèvement économique. Mais le présent est déjà digne de retenir l'attention de la Métropole et l'on peut dès à présent se convaincre quel puissant apport est pour la France une vaste contrée, dont le chiffre d'affaires a été de 2 milliards 455 millions et le commerce spécial de 2 milliards 97 millions avec une balance commerciale qui s'est soldée par 482 millions de francs or en faveur des exportations.

Ces quelques renseignements suffisent à démontrer le rôle considérable que peut jouer pour l'approvisionnement de la Métropole notre belle et riche colonie d'Indochine. C'est assez dire combien il importe, comme je ne cesse de le réclamer avec notre distingué Ministre des Colonies, Albert Sarraut, et l'actif gouverneur général

*Ernest Outrey, Député de Cochinchine, Délégué du Cambodge au Conseil Supérieur des Colonies,
«L'Indochine, inépuisable réservoir de matières premières»,
Le Monde illustré, 16 décembre 1922, n° 3391, p. 523-524.*

de l'Indochine, Maurice Long, de procéder sans plus tarder à sa mise en valeur en la dotant d'un outillage économique vraiment digne de sa grande capacité de production.